



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination à l'égard
des femmes**

Distr. générale
27 avril 2007
Français
Original : anglais

**Comité pour l'élimination de la discrimination
à l'égard des femmes**

Trente-neuvième session

Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

23 juillet-10 août 2007

**Application de l'article 21 de la Convention
sur l'élimination de toutes les formes
de discrimination à l'égard des femmes**

**Rapports établis par les institutions spécialisées
des Nations Unies sur l'application de la Convention
dans les domaines qui entrent dans le cadre
de leurs activités**

Note du Secrétaire général

Additif

**Organisation des Nations Unies pour l'alimentation
et l'agriculture**

I. Jordanie

En 2004, la population de la Jordanie était estimée à environ 5 millions d'habitants¹, dont 21 % vivaient dans les zones rurales, 10 % de la population active travaillant dans le secteur agricole.

Les femmes dans l'agriculture

En 2004, la population active comptait 26 % de femmes, dont 27 % étaient employées dans le secteur agricole. Les femmes représentaient 69 % de la population économiquement active dans ce secteur.

* CEDAW/C/2007/III/1.

¹ Données fournies par la Base de données statistiques fondamentales de L'Organisation.



Activités de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en faveur de l'autonomisation des femmes dans les zones rurales et de l'égalité des sexes

Dans le cadre de la campagne du Telefood, qui vise à mieux faire comprendre la nécessité de combattre la faim et de promouvoir l'égalité des sexes et l'urgence de cette question, la FAO a appuyé en Jordanie cinq projets principalement axés sur l'élevage de chèvres et de volaille et la production de fruits.

Grâce au projet Dimitra, la FAO collecte des informations détaillées sur les organismes et les projets intéressant les femmes rurales, la sécurité alimentaire et le développement durable, principalement en Afrique et au Proche-Orient. Dimitra vise à rendre plus visible la contribution des femmes rurales au développement en diffusant ces informations par les moyens de communication traditionnels et à l'aide des nouvelles technologies de l'information. Le projet s'efforce par ailleurs de sensibiliser davantage les acteurs du développement à l'égalité des sexes et à promouvoir l'échange et la diffusion d'informations. Sa base de données recense 47 organisations en Jordanie et 116 projets portant sur une large gamme d'activités axées sur l'apiculture, la transformation des aliments, l'exploitation de jardins potagers individuels, les soins de santé et la culture des herbes.

II. Hongrie

En 2004, la population de la Hongrie était estimée à environ 9 millions d'habitants¹, dont 35 % vivaient dans les zones rurales, 9 % de la population active travaillant dans le secteur agricole.

Les femmes dans l'agriculture

En 2004, la population active comptait 45 % de femmes, dont 5 % étaient employées dans le secteur agricole. Les femmes représentaient 24 % de la population économiquement active dans ce secteur.

Activités de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en faveur de l'autonomisation des femmes dans les zones rurales et de l'égalité des sexes

La FAO a contribué à la tenue en juin 2005 d'un séminaire sur l'importance de disposer de données et de statistiques ventilées par sexe pour promouvoir le développement agricole et rural. Cet atelier était organisé par le Bureau central hongrois de statistique, qui avait procédé au réaménagement des données issues du recensement agricole national hongrois de 2000 pour obtenir des séries de données ventilées par sexe et établir des rapports analytiques.

La FAO a également apporté un appui technique à la réunion d'experts du Groupe de travail FAO/Commission européenne d'agriculture (ECA) sur la femme et la famille dans le développement rural. La réunion d'experts portait sur la création d'emplois et de revenus en milieu rural, l'accent étant mis sur les besoins des femmes en matière de financement. Elle visait à confronter les expériences de l'Europe occidentale, centrale, orientale, de l'Europe du Sud-Est et de la communauté d'États indépendants en matière de développement rural grâce à la diversification des sources d'emploi et de revenus; à comparer et analyser les

expériences nationales dans le domaine de la création et du financement d'entreprises en milieu rural; et à déterminer les facteurs ayant contribué au succès des projets de développement rural dans la région de Pecs.

III. République de Corée

En 2004, la population de la République de Corée était estimée à environ 47 millions d'habitants¹, dont 20 % vivaient dans les zones rurales, 8 % de la population active travaillant dans le secteur agricole.

Les femmes dans l'agriculture

En 2004, la population active comptait 42 % de femmes, dont 8 % étaient employées dans le secteur agricole. Les femmes représentaient 46 % de la population économiquement active dans ce secteur.

Activités de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en faveur de l'autonomisation des femmes dans les zones rurales et de l'égalité des sexes

Dans le cadre de la campagne du Telefood, qui vise à mieux faire comprendre la nécessité de combattre la faim et de promouvoir l'égalité des sexes et l'urgence de cette question, la FAO a appuyé en République de Corée sept projets principalement axés sur la création de pépinières de maïs et la production de pommes de terre et de légumes.

IV. Îles Cook

En 2004, la population des Îles Cook était estimée à environ 18 000 habitants¹, dont 28 % vivaient dans les zones rurales, 29 % de la population active travaillant dans le secteur agricole.

Les femmes dans l'agriculture

En 2004, la population active comptait 43 % de femmes, dont 33 % étaient employées dans le secteur agricole. Les femmes représentaient 50 % de la population économiquement active dans ce secteur.

Activités de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en faveur de l'autonomisation des femmes dans les zones rurales et de l'égalité des sexes

Dans le cadre de la campagne du Telefood, qui vise à mieux faire comprendre la nécessité de combattre la faim et de promouvoir l'égalité des sexes et l'urgence de cette question, la FAO a appuyé aux Îles Cook 18 projets axés principalement sur l'exploitation de jardins potagers familiaux, l'apiculture, la création de pépinières de plantes-racines et la création d'usines de transformation du manioc et de la banane.

Le Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique a établi une fiche d'information intitulée : « Développement adapté aux besoins des femmes et sécurité alimentaire aux Îles Cook » (Gender responsive development for food security : Cook Islands).

En coopération avec la Division de la femme et du développement du Ministère de l'intérieur et des services sociaux des Îles Cook, la FAO a fourni un appui technique ainsi que des ressources à un projet de développement mieux adapté aux besoins des femmes en matière de sécurité alimentaire. Le projet entend améliorer la situation alimentaire sur l'ensemble du territoire des Îles Cook en faisant de la création et de l'exploitation de jardins potagers familiaux, l'élément principal des systèmes alimentaires locaux; en préservant et en renforçant les compétences traditionnelles qui vont de pair avec la sécurité alimentaire; en diffusant des méthodes et des modes de conservation et de transformation des aliments saisonniers dans les zones rurales et les îles périphériques; en officialisant chez ces acteurs du développement agricole, une politique permettant de mieux adapter les programmes de sécurité alimentaire aux besoins des femmes; et en définissant des stratégies visant à donner aux femmes les moyens de tirer le meilleur parti possible des systèmes alimentaires locaux. Le projet a formé jusqu'à présent quelque 200 hommes et femmes à l'exploitation des jardins potagers et à la transformation des aliments. Les centres de promotion de la femme de diverses îles ont reçu du matériel de base, des unités de démonstration supplémentaires pour l'hydroculture maraîchère et des semences améliorées ainsi que des outils de jardinage pour poursuivre les programmes d'initiation à la transformation des aliments. Un soutien technique a été apporté au Ministère pour qu'il facilite la collaboration interdépartementale en vue de l'élaboration de stratégies alimentaires adaptées aux besoins des femmes; crée de petites entreprises de transformation de la noix de coco; et constitue une base de données ventilées par sexe aux fins de l'établissement de politiques et de programmes.

V. Norvège

En 2004, la population de la Norvège était estimée à environ 4,5 millions d'habitants¹, dont 21 % vivaient dans les zones rurales, 83 % de la population active travaillant dans le secteur agricole.

Les femmes dans l'agriculture

En 2004, la population active comptait 47 % de femmes, dont 3 % étaient employées dans le secteur agricole. Les femmes représentaient 36 % de la population économiquement active dans ce secteur.

Activités de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en faveur de l'autonomisation des femmes dans les zones rurales et de l'égalité des sexes

La FAO a aidé la Norvège à organiser le séminaire européen sur les statistiques tenant compte des disparités entre les sexes aux fins de l'analyse du changement et du développement dans l'agriculture. Le séminaire était conjointement organisé par le Ministère norvégien de l'agriculture et de l'alimentation, Innovation Norway, le Gouverneur du comté de Trondelag-Nord et la FAO. Initiative lancée par le Groupe de travail FAO/Commission européenne de l'agriculture sur la femme et la famille dans le développement rural, le Séminaire, tenu en juin 2006, visait à sensibiliser les planificateurs, les responsables politiques et d'autres parties prenantes à l'importance des statistiques pour la formulation des politiques; à favoriser la collaboration interdisciplinaire pour la production de

statistiques sur le développement agricole et rural tenant mieux compte des sexes; et à améliorer les compétences de participants en matière de gestion et d'analyse des statistiques agricoles tenant compte des disparités entre les sexes.

VI. Guinée

En 2004, la population de la Guinée était estimée à environ 8 millions d'habitants¹, dont 64 % vivaient dans les zones rurales, 83 % de la population active travaillant dans le secteur agricole.

Les femmes dans l'agriculture

En 2004, la population active comptait 47 % de femmes, dont 95 % étaient employées dans le secteur agricole. Les femmes représentaient 87 % de la population économiquement active dans ce secteur.

Activités de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en faveur de l'autonomisation des femmes dans les zones rurales et de l'égalité des sexes

Dans le cadre de la campagne du Telefood, qui vise à mieux faire comprendre la nécessité de combattre la faim et de promouvoir l'égalité des sexes et l'urgence de cette question, la FAO a aidé des coopératives locales de femmes à produire du poisson fumé. Quelque 150 femmes de deux villages ont pu remplacer leurs fourneaux par des modèles plus performants économes en bois et produisant peu de fumée en concentrant la chaleur. Le poisson ainsi traité est de meilleure qualité et rapporte plus. Les femmes ont également suivi des cours d'alphabétisation pour pouvoir gérer leurs ressources. La FAO a appuyé 19 de ces projets en Guinée, axés principalement sur l'horticulture, l'élevage de volaille, la production agricole et la culture du riz.

Grâce au projet Dimitra, la FAO collecte des informations détaillées sur les organismes et les projets axés sur les femmes rurales, la sécurité alimentaire et le développement durable, principalement en Afrique et au Proche-Orient. Dimitra vise à rendre plus visible la contribution des femmes rurales au développement en diffusant ces informations par les moyens de communication traditionnels et à l'aide des nouvelles technologies de l'information. Le projet s'efforce par ailleurs de sensibiliser les acteurs du développement à l'égalité des sexes et de promouvoir l'échange et la diffusion d'informations. Sa base de données recense 33 organisations en Guinée et 89 projets très divers axés sur le crédit rural, l'alphabétisation fonctionnelle, les soins de santé, la production de légumes et la transformation et la conservation des aliments.

VII. Belize

En 2004, la population de Belize était estimée à 261 000 habitants¹, dont 52 % vivaient dans les zones rurales, 30 % de la population active travaillant dans le secteur agricole.

Les femmes dans l'agriculture

En 2004, la population active comptait 24 % de femmes, dont 4 % étaient employées dans le secteur agricole. Les femmes représentaient 4 % de la population économiquement active dans ce secteur.

Activités de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en faveur de l'autonomisation des femmes dans les zones rurales et de l'égalité des sexes

Dans le cadre de la campagne du Telefood, qui vise à mieux faire comprendre la nécessité de combattre la faim et de promouvoir l'égalité des sexes et l'urgence de cette question, la FAO a appuyé à Belize neuf projets principalement axés sur l'exploitation de jardins potagers dans les écoles, la production de légumes, l'apiculture, la culture fruitière et le stockage des céréales après récolte.

VIII. Brésil

En 2004, la population du Brésil était estimée à environ 180 millions d'habitants¹, dont 16 % vivaient dans les zones rurales, 15 % de la population active travaillant dans le secteur agricole.

Les femmes dans l'agriculture

En 2004, la population active comptait 36 % de femmes, dont 8 % étaient employées dans le secteur agricole. Les femmes représentaient 19 % de la population active dans ce secteur.

Activités de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en faveur de l'autonomisation des femmes dans les zones rurales et de l'égalité des sexes

Dans le cadre de la campagne du Telefood, qui vise à mieux faire comprendre la nécessité de combattre la faim et de promouvoir l'égalité des sexes et l'urgence de cette question, la FAO a appuyé au Brésil huit projets principalement axés sur l'apiculture, la production de volaille et la culture de légumes biologiques.

En mars 2006, la FAO a, en collaboration avec le Gouvernement brésilien, aidé à organiser une conférence internationale chargée d'examiner des questions de réforme agraire et de développement rural à travers le monde et de définir des choix en matière de développement rural durable susceptibles de contribuer à la réduction de la pauvreté et de la faim en milieu rural. Les principaux objectifs de la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement durable étaient d'analyser les expériences de divers pays dans ces domaines et d'en tirer des politiques, pratiques et enseignements susceptibles de déboucher sur un nouveau modèle de développement rural fondé sur l'inclusion sociale, le souci de préserver l'environnement et la garantie des moyens de subsistance des pauvres. La question de l'égalité des sexes figurait en très bonne place dans l'ordre du jour de la Conférence. Deux séances thématiques spéciales ont été organisées, consacrées l'une au renforcement de l'autorité des femmes et à la transformation des organisations se consacrant au développement rural durable et l'autre aux droits fonciers des femmes autochtones. Plusieurs principes consensuels se sont dégagés,

dont la nécessité de mieux tenir compte de certains droits fondamentaux dans les politiques, modèles et plans institutionnels (notamment pour ce qui est des femmes, des terres et des ressources naturelles, de la souveraineté alimentaire, des peuples autochtones, des éleveurs et des groupes vulnérables). Des délégations de 92 États membres de la FAO ont participé à cette conférence. Plus de 150 organisations d'agriculteurs et de la société civile y ont également assisté, ainsi qu'au forum spécial tenu en marge de la Conférence.

IX. Honduras

En 2004, la population du Honduras était estimée à environ 7 millions d'habitants¹, dont 54 % vivaient dans les zones rurales, 28 % de la population active travaillant dans le secteur agricole.

Les femmes dans l'agriculture

En 2004, la population active comptait 33 % de femmes, dont 18 % étaient employées dans le secteur agricole. Les femmes représentaient 21 % de la population économiquement active dans ce secteur.

Activités de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en faveur de l'autonomisation des femmes dans les zones rurales et de l'égalité des sexes

Dans le cadre de la campagne du Telefood qui vise à mieux faire comprendre la nécessité de combattre la faim et de promouvoir l'égalité des sexes et l'urgence de cette question, la FAO a installé, dans le cadre d'un projet, une pompe hydraulique à moteur diesel et des canaux d'irrigation dans un village qui n'avait pas pu cultiver de maïs pendant trois ou quatre ans faute d'eau. Avec la nouvelle pompe, 14 membres des coopératives de femmes et leurs familles ont ainsi pu en disposer. Les femmes ont pu agrandir leur lopin de terre et commencer à cultiver des tomates, des haricots et des melons. La FAO a appuyé au Honduras 13 projets principalement axés sur la gestion de l'eau et la sécurité alimentaire.

X. Kenya

En 2004, la population du Kenya était estimée à environ 32 millions d'habitants¹, dont 59 % vivait dans les zones rurales, 74 % de la population active travaillant dans le secteur agricole.

Les femmes dans l'agriculture

En 2004, la population active comptait 47 % de femmes, dont 78 % étaient employées dans le secteur agricole. Les femmes représentaient 50 % de la population économiquement active dans ce secteur.

**Activités de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation
et l'agriculture en faveur de l'autonomisation des femmes
dans les zones rurales et de l'égalité des sexes**

Dans le cadre de la campagne du Telefood qui vise à mieux faire comprendre la nécessité de combattre la faim et de promouvoir l'égalité des sexes et l'urgence de cette question, la FAO a appuyé au Kenya deux projets axés sur l'élevage de volaille et l'amélioration de la pisciculture.

Grâce au projet Dimitra, la FAO collecte des informations détaillées sur les organismes et les projets axés sur les femmes rurales, la sécurité alimentaire et le développement durable, principalement en Afrique et au Proche-Orient. Dimitra vise à rendre plus visible la contribution des femmes rurales au développement en diffusant ces informations par les moyens de communication traditionnels et à l'aide des nouvelles technologies de l'information. Le projet s'efforce par ailleurs de sensibiliser les acteurs du développement à l'égalité des sexes et de promouvoir l'échange et la diffusion d'informations. Sa base de données recense 33 organisations au Kenya et 74 projets très divers axés sur la plantation d'arbres, la diffusion d'informations sur la de la sécurité alimentaire, l'aquaculture et l'élevage de vaches laitières.

La FAO a aidé à organiser un séminaire régional pour l'Afrique subsaharienne sur l'amélioration de la sécurité d'occupation des terres par les ruraux pauvres. Le séminaire s'est déroulé en octobre 2006 avec 60 participants. Il avait pour objet d'examiner la situation actuelle et les conclusions, tendances et options en matière de régimes fonciers favorables aux pauvres, dans le contexte des travaux menés par la Commission on Legal Empowerment of the Poor.

La FAO, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial et d'autres partenaires, a ouvert pour les jeunes agriculteurs des écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage de la vie précisément destinées aux orphelins et aux enfants vulnérables, en particulier les orphelins du VIH/sida. Il s'agit d'inculquer des connaissances agricoles, des compétences commerciales et des compétences pratiques aux orphelins et aux enfants vulnérables âgés de 12 à 18 ans pour leur permettre de devenir des citoyens indépendants, consciencieux et dynamiques. Ces compétences et connaissances visent à autonomiser les jeunes sur le plan économique et à les aider à devenir des citoyens responsables partageant des valeurs constructives eu égard au respect de l'égalité des sexes et des droits de l'homme. En outre, ces écoles dispensent un enseignement sur des questions telles que la sensibilisation au VIH/sida et la prévention du virus, le souci de l'égalité des sexes, la protection de l'enfance, l'appui psychosocial, l'éducation nutritionnelle et les compétences commerciales. Tout est mis en œuvre pour que les besoins différents des garçons et des filles soient identifiés et satisfaits. Il y a actuellement 10 de ces écoles au Kenya et chaque école compte une trentaine d'élèves.

La FAO a collaboré avec trois institutions de formation et centres d'études supérieures (Egerton University, Baraka College et Jomo Kenyatta University of Agriculture and Technology) à la révision de leurs programmes en vue d'y intégrer la biodiversité agricole, la problématique hommes-femmes et les compétences locales. Le personnel de ces institutions a pu bénéficier d'une formation dans ces domaines.

La FAO a contribué à un stage de formation à l'échange d'informations dans le cadre du Plan d'action mondial sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Elle a aussi aidé à établir pour le Plan d'action mondial un questionnaire intégrant la problématique hommes-femmes.

XI. Indonésie

En 2004, la population de l'Indonésie était estimée à environ 222 millions d'habitants¹, dont 53 % vivait dans les zones rurales, 46 % de la population active travaillant dans le secteur agricole.

Les femmes dans l'agriculture

En 2004, la population active comptait 41 % de femmes, dont 48 % étaient employées dans le secteur agricole. Les femmes représentaient 43 % de la population économiquement active dans ce secteur.

Activités de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en faveur de l'autonomisation des femmes dans les zones rurales et de l'égalité des sexes

Dans le cadre de la campagne du Telefood, qui vise à mieux faire comprendre la nécessité de combattre la faim et de promouvoir l'égalité des sexes et l'urgence de cette question, la FAO a appuyé en Indonésie 19 projets axés sur l'aide aux pêcheuses, la culture des champignons et les activités créatrices de revenus.

Le Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique a établi une fiche récapitulative intitulée « Women in agriculture, environment and rural production » (Les femmes dans l'agriculture, l'environnement et la production rurale).

En décembre 2005, la FAO a aidé à organiser un séminaire dans le cadre d'un projet national de lutte contre la grippe aviaire. Le séminaire était axé sur la lutte contre la maladie au niveau communautaire et a examiné les moyens d'appliquer la recherche sociale à la lutte contre la grippe aviaire hautement pathogène au niveau local. Il s'agissait de déterminer ce qui entravait le programme de lutte contre la grippe aviaire hautement pathogène en cours d'exécution; de voir comment une politique de lutte menée à l'échelle des collectivités pourrait contribuer à vaincre la grippe aviaire hautement pathogène en Indonésie; et d'échanger des informations sur les données d'expérience disponibles.

En 2006, la FAO a aidé le Gouvernement indonésien à relever le secteur agricole et à remettre sur pied les moyens de subsistance des familles d'agriculteurs vulnérables victimes du tremblement de terre de Yogyakarta et du centre de Java, ainsi qu'à assurer l'exécution du projet d'aide d'urgence en faveur de la modernisation du secteur agricole et de la remise sur pied des moyens de subsistance des familles déshéritées victimes du tremblement de terre qui a ravagé Yogyakarta et le centre de Java. Le projet a abouti, notamment, à la formulation d'une stratégie de remise en état des moyens de subsistance des familles d'agriculteurs vivant dans les zones ravagées par le tremblement de terre, compte dûment tenu des besoins des femmes et des effets de l'éruption du Mont Merapi. Le projet régional d'exploitation forestière lancé après le passage du tsunami, qui prévoit une plus forte participation communautaire, femmes comprises, dans le

cadre d'accords conclus entre les collectivités sur la plantation d'arbres et la reconstitution de vergers, en est une illustration.

En janvier 2007, le principal organisme indonésien chargé de la reconstruction a publié des directives sur l'égalité des sexes, que la FAO s'efforce de faire appliquer dans tous ses projets de transition. Les ateliers et stages de formation appliquent la méthode fondée sur des moyens de subsistance viables, qui permet à tous les membres de la communauté réunis au sein d'une même instance de discuter à bâtons rompus notamment des ressources disponibles, des droits d'accès, de la nécessité de tenir compte des attentes des femmes comme des hommes aux stades de la planification stratégique et des plans de travail et de la mise en place d'un système de suivi participatif.
